

Convention collective

IDCC : 9371. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCLTURE
ÉLEVAGE, VITICULTURE,
EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES, CUMA ET ETAR
(Indre-et-Loire)
(15 mars 1966)**

(Etendue par arrêté du 19 décembre 1966,
Journal officiel du 2 février 1967)

AVENANT N° 153 DU 27 NOVEMBRE 2009

NOR : AGRS1097098M

IDCC : 9371

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles CR ;

L'union départementale des syndicats d'exploitants agricoles FNSEA,

D'une part, et

La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;

L'union départementale des syndicats CFTC ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CGC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture FO ;

La fédération générale de l'agriculture CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Les dispositions du chapitre XII intitulé « Régime de retraite complémentaire et de retraite complémentaire » et celles des articles 52 et 53 sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« TITRE XII

RÉGIME COMPLÉMENTAIRE DE RETRAITE, DE PRÉVOYANCE ET DE FRAIS DE SANTÉ

Article 52

Cadres

Tout employeur doit adhérer, pour les cadres, à la CPCEA pour la prévoyance complémentaire et les frais de santé, et à la CAMARCA (régime ARRCO) et la CRCCA (régime AGIRC) pour la retraite complémentaire. Leur siège social est sis : 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08, tél. : 01-71-21-00-00.

Article 53

Personnel non cadre

1. Retraite complémentaire

Tout employeur doit adhérer à CAMARCA (régime ARRCO) dont le siège social est situé 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08, tél. : 01-71-21-00-00.

2. Prévoyance complémentaire et complémentaire frais de santé

Les garanties de prévoyance complémentaire (décès, incapacité temporaire de travail, incapacité permanente de travail toute origine) et complémentaire frais de santé sont celles prévues par les accords collectifs régionaux du 3 juillet 2009 au profit des salariés agricoles non cadres.

Tout employeur doit adhérer pour les salariés agricoles non cadres à Agri-Prévoyance, 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris, pour la prévoyance complémentaire, et CRIA Prévoyance, 139-147, rue Paul-Vaillant-Couturier, 92240 Malakoff, pour la complémentaire frais de santé.

Les régimes de prévoyance et frais de santé mis en œuvre par les accords régionaux du 3 juillet 2009 feront l'objet d'une révision, dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans à compter de la date d'entrée en vigueur des accords régionaux, pour permettre aux partenaires sociaux signataires d'en réexaminer, au vu des résultats techniques et financiers enregistrés pendant la période écoulée, les conditions tant en matière de garanties que de financement et de choix des organismes assureurs. »

Article 2

Les dispositions de l'article 54 intitulé « Garantie complémentaire de salaire » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 54

Garantie de salaire pour les salariés malades ou accidentés

1. Dispositions pour les salariés non cadres

En cas d'incapacité temporaire de travail, quelle qu'en soit l'origine, les dispositions relatives au maintien de salaire sont celles prévues par l'accord collectif régional de prévoyance complémentaire du 3 juillet 2009 au profit des salariés agricoles non cadres (dispositions jointes en annexe X de la présente convention).

2. Dispositions pour les cadres

En cas d'incapacité temporaire de travail, quelle qu'en soit l'origine, les dispositions relatives au maintien de salaire sont celles prévues par l'article L. 1226-1 du code du travail et la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 et ses avenants. »

Article 3

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Tours, le 27 novembre 2009.

(Suivent les signatures.)